

Les étudiants haïtiens en République dominicaine et la reconstruction d'Haïti¹

Joseph Harold Pierre

Résumé : Les étudiants haïtiens sont au nombre de 20 000 en République dominicaine et représentent 75 % de l'ensemble des étudiants étrangers au pays. Ils dépensent environ 200 millions de dollars américains par année et représentent 40 % de l'ensemble des étudiants en Haïti. La moitié étudie la médecine ou des carrières connexes, 22 % sont inscrits à des filières de génie, alors que le reste répartie entre sciences administratives et autres. Leur contribution à la reconstruction d'Haïti pourrait se faire sur cinq plans : la santé, le développement industriel et technologique, la modernisation des administrations publique et privée, les relations haïtiano-dominicaines et la parité de genres.



Rezime : Genyen 20 000 etidyan ayisye nan Repiblik dominikèn. Yo reprezante 75% tout etidyan etranje ki nan peyi sa a. Yo depanse anviwon 200 milyon dola ameriken chak ane. Kantite etidyan ki an Dominikani yo reprezante 40% kantite etidyan ki an Ayiti yo. Mwatye kantite etidyan ayisye ki an Dominikani yo ap etidye lamedsin, 22% enskri nan domèn jeni, epi rès ki rete a, yo nan divès lòt branch ak nan syans administrasyon. Kontribisyon yo nan rekonstriksyon Ayiti kapab fèt nan senk sektè: lasante, devlopman endistriyèl ak teknoloji, modènizasyon administrasyon piblik epi prive yo, nan relasyon Ayiti ak Dominikani epi nan egalite relasyon fanm ak gason.

1. INTRODUCTION

Plusieurs organismes internationaux, dont la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) et la Banque interaméricaine de développement (BID), s'entendent sur le fait qu'environ 85 % des professionnels haïtiens se trouvent à l'étranger et que l'on serait le plus grand exportateur de cerveaux d'Amérique latine. Cet état de fait alarmant devrait interpellé les autorités du pays et les inciter à procéder à une politique de rapatriement de ces cerveaux. Bien au contraire, l'inaction de ces responsables ne fait qu'augmenter le nombre des exilés. À preuve, on observe que depuis environ 15 ans une bonne partie de nos bacheliers prend la route de la République dominicaine et qu'un grand nombre d'entre eux ne revient pas au pays. À quoi doit-on cette émigration des étudiants ?

Cette émigration des étudiants vers une terre où vivre, pour un Haïtien, est bien difficile (comme vient de le montrer un arrêt de la Cour constitutionnelle dominicaine visant à dénationaliser plus de 200 000 Dominicains d'ascendance haïtienne) s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, l'Université d'État d'Haïti (UEH), avec une capacité d'accueil de 3 000 places, est depuis quelque temps débordée par les 15 000 bacheliers qui sortent, chaque année, de nos écoles. D'autre part, les universités privées, à cause soit de leur coût élevé, soit de leur mauvaise qualité, ne font pas partie des options envisagées par bon nombre d'étudiants. Pour sortir de cette situation, certains, depuis quelques années, ont fait le choix de la République dominicaine, beaucoup plus développée et leur offrant une formation mieux adaptée au marché du travail.

Vu la carence de professionnels et de techniciens en Haïti en ces temps dits de reconstruction, il serait bon de se demander en quoi les étudiants haïtiens en République dominicaine peuvent aider à l'émergence de la nouvelle Haïti.

1. Une partie de cette analyse a été publiée dans l'Observatoire de la reconstruction, 7:21-24 (2013). http://www.reconstruction-haiti.org/IMG/pdf/revue7_jan2013.pdf

Cet essai sur le potentiel apport des universitaires haïtiens en République dominicaine à la reconstruction d'Haïti comprendra deux parties : une première qui abordera la question du nombre des étudiants et de leur filière d'études, et une seconde qui s'étendra sur le sujet en tant que tel.

2. LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS HAÏTIENS DANS LES UNIVERSITÉS DOMINICAINES

Avant la fin des années 1990, les étudiants ne constituaient pas une catégorie sociale à proprement parler de la diaspora haïtienne en République dominicaine. On distinguait plutôt les ouvriers (agricoles et de la construction, des ménages, etc.), qui constituent plus de 80 % de la force de travail de ces secteurs ; les petits commerçants et marchands ambulants, puis les religieux, dont l'importance vient plus de leurs travaux que de leur nombre. On pouvait ajouter à ces groupes quelques professionnels et techniciens, des entrepreneurs ou investisseurs et des étudiants. Actuellement, deux catégories bien distinctes viennent agrandir la communauté haïtienne de l'autre côté de la frontière : 1) les enfants des rues vivant dans la misère la plus abjecte, ce qui met en lumière l'échec cuisant de nos autorités, et 2) les étudiants, dont l'augmentation annuelle du nombre met en évidence la décadence de la société haïtienne dans ses fondements même, puisqu'une société qui ne dispose pas du minimum nécessaire en moyens et en cadres pour former sa jeunesse ne peut que se disloquer, se déboussoler dans une atomisation aliénante se traduisant en une perte totale de l'identité nationale et du sentiment d'appartenance y relatif.

Tout comme le nombre total des Haïtiens en République dominicaine, l'effectif des étudiants varie considérablement suivant les sources. En 2006, l'Université d'État d'Haïti les estimait à 12 000. Toutefois, une étude réalisée par Frank d'Oleo les chiffrait à 1 915 et 3 806 pour les années 2005 et 2008, respectivement. Une récente enquête de la Banque centrale dominicaine les a évalués à 16 511 en 2011. Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'inconsistance de ces données, comme le fait que les étudiants peuvent s'inscrire dans certaines universités sans l'homologation de leurs documents par le ministère de l'Éducation nationale, et que ceux qui sont dans les écoles professionnelles sont parfois inclus dans ce nombre et en sont d'autres fois exclus.

Dans une étude intitulée « Les étudiants haïtiens en République dominicaine, une approche socioéconomique » que nous avons menée et qui sera bientôt publiée, nous avons estimé à 20 500 pour l'année 2011 les Haïtiens étudiant dans les universités dominicaines.

Il est bon de souligner que, de 2005 à 2011, la proportion que représentent les étudiants haïtiens parmi l'ensemble des étudiants étrangers en République dominicaine est passée de 41 % à 75 % environ. Cela ne fait que confirmer la thèse de l'échec de nos autorités, face à une République dominicaine qui avance, alors que les deux pays étaient d'égale richesse dans les années

1960. Cette situation est d'autant plus alarmante que, suivant notre investigation, les dépenses annuelles des étudiants s'élèvent à plus de 200 millions de dollars², dont seulement 30 % sont allouées aux affaires académiques. Il faut ajouter à cette somme le 1,2 milliard de dollars de nos importations. Bref, Haïti est un pays pauvre qui, par manque de vision, de volonté et de consensus, choisit de s'appauvrir au bénéfice de celui avec lequel il devrait être en concurrence, pour tous les facteurs rationnels et idéologiques bien connus de tous.

2.1 Filières d'études

La présentation des filières d'études des Haïtiens revêt une grande importance, car elle laisse prévoir la participation de ces jeunes dans la reconstruction du pays et, en conséquence, les autorités concernées, dans la mesure où elles assument leurs responsabilités, pourraient envisager des politiques promouvant leur rapatriement et leur intégration au marché du travail. En somme, les filières majoritairement choisies par les étudiants sont la santé (médecine, sciences infirmières, etc.), qui en englobe presque la moitié, le génie (industriel, civil, informatique et autres), qui en comprend presque un quart, et les sciences administratives (entrepreneuriat, hôtellerie, tourisme, etc.), qui accueillent 15 % des inscrits (voir le tableau 1). Il est à noter que la médecine et l'administration des entreprises constituent les carrières privilégiées des étudiants. L'Université technologique de Santiago (UTESA), qui reçoit, parmi les universités, le plus grand nombre d'étudiants haïtiens, contient en médecine plus d'étudiants haïtiens que de dominicains.

Tableau 1

ÉTUDIANTS HAÏTIENS EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE PAR CARRIÈRE, 2011					
Médecine	Génie	Sciences administratives	Autres carrières	Total	Source
49 %	22 %	15 %	14 %	100 %	Diverses
3 202	1 436	963	910	6 511	Banque centrale Rép. dominicaine
10 083	4 520	3 032	2 865	20 500	Evaluation personnelle (étude à paraître)

Cette répartition des étudiants suivant les différentes carrières montre la différence qu'il y a entre nos étudiants formés en Haïti et ceux qui le sont dans les universités dominicaines. Alors qu'un nombre considérable des premiers sont obligés de s'inscrire dans des facultés de sciences humaines (sociologie, communication, psychologie, etc.) puisqu'il n'y a pas d'autres choix, les seconds embrassent tous des carrières plus pratiques et plus demandées sur le marché du travail. Nul n'est besoin de dire que cette diversité dans les formations est un avantage pour

2. Tous les montants cités sont en dollars américains.

le pays et devrait être prise en compte au moment d'impliquer ces jeunes dans la construction de la nouvelle Haïti.

3. LES ÉTUDIANTS HAÏTIENS EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET LA RECONSTRUCTION

Avant le séisme du 12 janvier 2010, les étudiants dans les universités haïtiennes étaient évalués à 50 000 (soit 1 % des Haïtiens de 18 à 24 ans), répartis comme suit : 20 000 à l'UEH et le reste dans les universités privées. Le séisme a emporté 200 professeurs, 3 000 étudiants universitaires et 497 étudiants des centres professionnels. Si l'on considère que les universités ont atteint leur effectif d'avant le séisme, auquel s'ajoutent les 1 500 étudiants de l'Université de Limonade, les étudiants haïtiens en République dominicaine sont en nombre pratiquement égal à ceux qui fréquentent l'UEH et représentent 40 % du total. Autrement dit, pour 10 étudiants en Haïti, il y en a 4 en République dominicaine.

Cette donnée est révélatrice dans la mesure où elle montre le rôle que pourront jouer les étudiants haïtiens de l'autre côté de la frontière dans la reconstruction du pays. Mis à part le nombre, ces jeunes peuvent remédier en partie à un problème susceptible de ralentir le rythme de la reconstruction : l'inadéquation de l'offre des universités par rapport à la demande de professionnels sur le marché du travail.

Alors que les carrières dont le pays a le plus besoin sont les carrières pratiques telles que les génies, les sciences de la santé, les sciences administratives et les métiers, les universités du pays, et surtout l'UEH, qui est l'une des meilleures et celle qui est dotée de la plus grande capacité d'accueil, offrent une formation en grande partie théorique et parfois déconnectée des besoins. L'avantage des étudiants en République dominicaine est que leur formation combine la théorie et la pratique. Par ailleurs, il faut reconnaître la vision de l'Université de Limonade en vue d'offrir une formation plus adaptée aux problèmes de l'heure. En effet, sur les 1 500 inscrits de 2012, il n'y en a que 100, soit 7 %, qui étudient les sciences humaines, tous les autres étant orientés vers des carrières pratiques, comme les sciences et les technologies qui accueillent 1 000 étudiants, avec les 400 restants répartis à égalité entre l'administration et des métiers.

Les étudiants haïtiens en République dominicaine peuvent aider à la reconstruction du pays sur cinq plans : la santé, le développement industriel et technologique, la modernisation des administrations publique et privée, les relations haïtiano-dominicaines et la parité de genres.

3.1 La santé

Selon une étude conjointe de l'OPS/OMS³ réalisée en 2011, il y a 2,5 médecins pour 10 000 habitants en Haïti. Dans tout le pays, il y a cinq facultés de médecine (UEH, Quisqueya, Notre-

3. Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé.

Dame, Fondation Aristide et Lumière) avec des capacités très réduites et des écoles infirmières. Les près de 10 000 étudiants haïtiens en sciences de la santé en République dominicaine, dont plus de 90 % sont en médecine, peuvent beaucoup apporter à la reconstruction. On pourrait utiliser cette force de travail pour répondre aux besoins sanitaires de ces populations des recoins du pays qui sont généralement délaissés. Ils pourraient aussi, suivant leurs capacités, enseigner dans les écoles infirmières et dans des centres de formation pour auxiliaires qu'on pourrait alors fonder.

De plus, le choléra, en l'espace de trois ans, a emporté plus de 7 000 de nos compatriotes et infecté plus de 500 000 personnes (5 % de la population). En dépit de ce tableau si sombre et de ces données alarmantes, nos nombreux diplômés en médecine en République dominicaine pourraient aider à sauver des vies, mais, malheureusement, ils peinent à être embauchés pour se mettre au service du pays. S'ils ne connaissent pas une personne bien placée, toutes les portes leur seront fermées, pour brillants qu'ils soient. Cela est aussi vrai pour ceux qui ont étudié en Haïti ou qui reviennent de Cuba.

3.2 Le développement industriel et technologique

Vu le niveau du sous-développement haïtien, la technologie constitue l'une des plus grandes déficiences du pays. Nos ingénieurs, parfois dotés de grandes capacités, sont bons en mathématiques, mais ils ne sont pas toujours performants dans l'exercice de leur métier parce que leur formation n'est pas adaptée à la réalité. Les étudiants formés en République dominicaine peuvent corriger en partie ce handicap. À raison de plus de 4 500 dans les différentes filières de l'ingénierie, ils pourront aider à l'urbanisation, à la construction des infrastructures, à l'informatisation des systèmes, etc. Il est bon de rappeler que l'une des causes principales des dégâts du séisme tient aux constructions inadéquates, faites parfois par des maçons ou des ingénieurs dans l'irrespect total des normes ; et une autre au fait que la plupart des institutions du pays ne disposent pas d'un système informatisé de stockage des données. Ces pratiques depuis trop longtemps désuètes rendent inefficients les processus des services offerts et des produits fabriqués, et, en conséquence, ont des impacts négatifs sur l'économie. Les étudiants formés de l'autre côté de la frontière pourront aider à pallier ces deux graves problèmes bien précis.

3.3 La modernisation de l'administration et la lutte contre la corruption

L'administration haïtienne tant publique que privée nécessite de bons techniciens. Les choses ne peuvent plus se faire comme par le passé. Anciennement, on avait une idée erronée de l'administration et des champs connexes, comme si leur exercice ne requerrait pas nécessairement une formation supérieure. Il s'en est suivi que des postes y relatifs sont assurés par des gens non qualifiés, même si on sait que d'autres facteurs tels le népotisme et le copinage ne sont pas moins décisifs dans le recrutement.

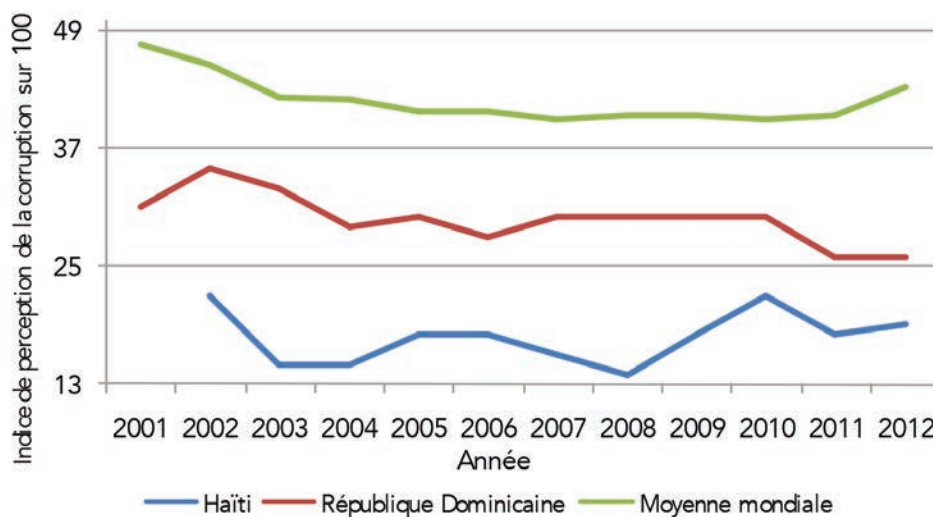
Les étudiants haïtiens en République dominicaine peuvent aider à combler ce vide. Tout comme pour les universitaires étudiant en santé, ceux qui sont inscrits en administration reçoivent une formation qui cherche à répondre aux problèmes de l'heure. De plus, il peut y avoir un transfert des méthodes utilisées dans l'administration dominicaine, vu que la plupart des étudiants ont ou auront à réaliser leur stage dans des entreprises dominicaines. Avec plus de 3 000 étudiants dans ces domaines, Haïti peut faire un bond dans la modernisation et l'«efficietisation» de son administration.

Si l'orientation de l'administration publique découle de la politique, il n'en demeure pas moins que la légitimité de la seconde réside pour une large part dans le bon fonctionnement de la première. Un phénomène qui est intimement lié au dysfonctionnement de la gestion publique et au manque de transparence est la corruption, qui est définie par Transparency International comme un «abus de pouvoir à finalité d'enrichissement personnel». Haïti est l'un des pays les plus corrompus au monde, c'est-à-dire l'un des pays où les fonctionnaires publics utilisent les fonds de l'État à des fins privées (voir le graphique).

Comme on peut le remarquer dans le graphique, on est bien au-dessous de la barre de 4,3 sur 10 de la moyenne mondiale. Avec une moyenne de 1,7 sur 10 au cours des 12 dernières années, on est classé l'un des champions de la corruption. Toutefois, si la République dominicaine nous devance dans la transparence, ce n'est pas qu'elle soit plus morale que nous, loin de là, sinon qu'elle a établi un système mettant de plus en plus d'information relative à l'administration publique à la portée des contribuables. Si on visite les sites Internet des institutions publiques haïtiennes, on se rendra compte qu'elles sont excessivement pauvres en information. Le très peu de données qui est publié l'est en format PDF, alors qu'en République dominicaine, des entités comme la Banque centrale, le ministère des Finances et celui du Commerce fournissent des informations pertinentes et présentées dans des formats faciles à manipuler comme Excel. Les étudiants en administration et en génie informatique pourront largement contribuer à mettre sur pied une plateforme favorisant la publication des informations et, donc, la transparence. Reste à savoir si cette nouvelle donne répond aux aspirations des politiciens au pouvoir.

4. L'Indice de perception de la corruption classe les pays sur une échelle allant de 0 (très corrompu) à 100 (très propre). Si aucun pays n'a un score parfait, les deux tiers des pays du monde ont une qualification inférieure à 50, ce qui indique un grave problème de corruption.

Corruption en Haïti, en République Dominicaine et dans le monde⁴



Source: Transparency International

3.4 Les relations haïtiano-dominicaines

Depuis la signature de la Commission mixte bilatérale dominico-haïtienne en 1996, les relations haïtiano-dominicaines sont devenues de plus en plus importantes pour les deux pays et le séisme du 12 janvier 2010 les a rapprochés davantage. L'aide reçue de la République dominicaine avec pour sommet l'Université Henri Christophe montre à Haïti l'importance de développer de bons rapports avec son voisin. Toutefois, l'assistance dominicaine lors du tremblement de terre ne saurait nous aveugler face au sort de nos compatriotes et des Dominicains d'origine haïtienne. Les rapatriements massifs, les injustices dans les bateys et la toute dernière mesure visant à jeter dans l'apatridie, c'est-à-dire la mort civile, plus de 200 000 Dominicains d'ascendance haïtienne témoignent de la double morale des autorités dominicaines à l'égard d'Haïti. Cette situation ignominieuse des nôtres en terre voisine ne doit pas nous rendre émotifs, mais nous inciter à trouver des solutions rationnelles à nos différends avec les Dominicains pour ainsi en tirer bénéfice.

Le commerce bilatéral, pour sa part, met en évidence l'interdépendance des deux peuples. On importe plus d'un milliard de dollars de la République dominicaine, alors qu'on n'y exporte qu'en moyenne pour 10 millions de dollars par année. Le redressement de ce déséquilibre de la balance commerciale nécessite de bons professionnels qui maîtrisent les différentes facettes des relations entre les deux pays, et les diplômés haïtiens de l'autre côté de la frontière doivent faire partie du groupe qui se chargerait de cette mission.

En effet, les étudiants, pour avoir vécu au pays, connaissent la langue et la culture dominicaines, d'autant plus que leurs compagnons de classe seront parmi les gouvernants. Compte tenu de ces acquis, ils sont parmi les mieux habilités à penser les relations bilatérales et, en conséquence, à être membres des

commissions négociatrices de ces relations. De plus, ils peuvent aussi être parties prenantes d'une équipe qui pense la politique extérieure d'Haïti pour l'Amérique latine, vu la ressemblance de la République voisine avec les autres pays de la région.

Il semblerait que la diplomatie haïtienne serait en train d'emprunter cette direction, puisque certains Haïtiens diplômés au pays voisin travaillent à l'ambassade d'Haïti à Santo Domingo ou dans les consulats en République dominicaine. Cependant, connaissant le niveau alarmant de la corruption dans notre pays, reste à savoir s'ils ont été recrutés pour leurs compétences ou en fonction d'autres critères.

Malheureusement, il n'y a aucune politique gouvernementale relative au rapatriement de ces professionnels, lesquels ne seront pour la plupart que des citoyens de second rang en République dominicaine. Il suffit de penser à l'arrêt 168/13 de la Cour constitutionnelle dominicaine, qui tient à dénationaliser les Dominicains d'origine haïtienne, pour s'en rendre compte.

3.5 La parité de genres

La parité de genres en Haïti doit être placée au cœur des politiques sociales, si l'on veut réellement faire avancer le pays. La politique du quota de 30 % de femmes adoptée par le gouvernement n'est qu'un commencement. Par ailleurs, cette politique, loin de remédier au manque de parité, peut l'aggraver, si le recrutement n'est pas réalisé en fonction des compétences, sinon en échange de faveurs. Environ trois quarts des étudiants haïtiens en République dominicaine sont des jeunes filles. Ces dernières, si elles s'organisent et agissent en faisceau, peuvent

contrebalancer le poids des hommes sur le marché du travail, lutter contre le machisme et contribuer à l'émergence ou à la consolidation d'une nouvelle culture de genres en Haïti.

4. CONCLUSION

Au nombre de 20 000, et même plus, soit 40 % de l'effectif des universités en Haïti, les étudiants haïtiens en République dominicaine ont un grand rôle à jouer dans la reconstruction du pays. Avec la moitié en santé, presque le quart en génie et 15 % en sciences administratives, ces jeunes, dotés d'une formation beaucoup plus adaptée à la réalité du pays que celle qui y est offerte, peuvent répondre en partie à notre carence de professionnels et de techniciens. Toutefois, ils ne sont pas toujours enclins à rentrer au bercail, compte tenu des obstacles à surmonter pour trouver un emploi. Pourrait-on augmenter les 85 % de nos professionnels qu'on a déjà éparpillés à travers le monde ? Il revient à l'État et aux entreprises de répondre à la question. Entre temps, tant que la corruption sous toutes ses formes prédomine dans les institutions publiques et que la formation se trouve reléguée au second rang au moment de faire des recrutements, on sera bien loin d'une administration publique efficace et efficiente, d'un État légitimé par les citoyens, et on se verra honteusement encore très loin derrière la République dominicaine, pays dont l'économie était égale à la nôtre dans les années 1960. Toutefois, on ne cesse d'espérer qu'une nouvelle Haïti est possible : il nous manque le sursaut du bien commun, ce qui est d'abord le travail de l'État et des élites. Permettons que les 20 000 étudiants formés dans les universités dominicaines puissent contribuer à la reconstruction du pays. ■

Joseph Harold Pierre, M.Sc., a fait ses études en République dominicaine, au Mexique et en Espagne. Il est détenteur de deux maîtrises : l'une en économie et l'autre en science politique. Il est actuellement investigateur économique au ministère des Finances de la République dominicaine, professeur d'économie à l'Université Pontificale Mère et Maitresse (PUCAMAIMA) et de science politique à l'Université Ibéro-Américaine. Il a aussi travaillé comme consultant économique auprès de la firme financière anglaise Grant Thornton Ltd et comme consultant politique sur la politique haïtienne et les relations haïtiano-dominicaines auprès de la fondation espagnole Lettre de la paix adressée à l'ONU. Membre de plusieurs comités du GRAHN, il est aussi le coordonnateur général de l'organisation N'ap Sove Ayiti (NAPSA), organisation formée de jeunes professionnels œuvrant auprès des pauvres haïtiens sur l'île d'Haïti et accompagnant les étudiants haïtiens en République dominicaine. desharolden@gmail.com